



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 279 Juin 2012

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

Législatives

Partie I

STOPPER LA GAUCHE

par Jacques ROUGEOT,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du MIL

On aimerait assurément avoir à analyser les raisons et les conditions d'une victoire. Mais même quand ce n'est pas le cas, on ne doit pas se dérober à ce travail intellectuel qu'il faut conduire avec le maximum de lucidité et

d'objectivité si l'on veut tirer de l'événement des leçons utiles. Le recul permettra plus tard d'entrer dans plus de détails, mais les grandes lignes sont déjà visibles, et surtout le temps presse, puisque les élections législatives des 10 et

17 juin constituent des échéances certes moins dramatisées que l'élection présidentielle, mais qui peuvent être politiquement encore plus lourdes de conséquences.

Justice pour Nicolas Sarkozy

Nous avons déjà participé très activement à la campagne électorale victorieuse de Nicolas Sarkozy en 2007. Nous avons soutenu le président de la République et son gouvernement pendant tout le quinquennat. Cette année, nous avons engagé toutes nos forces dans la campagne présidentielle et nous pouvons dire que nos militants se sont dépensés sans réserve, au-delà même de ce qu'on pouvait attendre d'eux.

Sous le choc de la défaite,



avons-nous quelques regrets, quelques récriminations rétrospectives ? La réponse est résolument non, pour plusieurs raisons.

La raison minimale, qui aurait pu être suffisante, est que nous avons appliqué notre principe d'action immuable qui est de tout faire pour faire battre la gauche. Ce principe est inspiré par une vérité politique très simple et sans exception, qui a la rigueur d'un théorème : le moins bon des pouvoirs de droite est toujours meilleur pour la France que le moins mauvais des pouvoirs de gauche. Certains esprits alambiqués, pour ne pas dire tordus, jugeront peut-être la formule un peu simpliste. Nous les laissons à leurs subtilités qui ne peuvent avoir régulièrement qu'un seul effet : la défaite de la droite.

Mais nous tenons à affirmer aussi, au moment où nous n'avons nul besoin de tenir des propos convenus, que nous n'avons pas soutenu Nicolas Sarkozy par défaut, en traînant les pieds et en nourrissant quelque regret subliminal. Nous avons soutenu un président qui a été à la hauteur de sa fonction écrasante, qui l'a remplie dignement et même avec éclat.

Il ne s'agit pas ici de dresser le bilan détaillé du quinquennat. Nous pourrions toujours trouver, ici ou là, telle ou telle mesure avec laquelle nous ne serions pas entièrement



d'accord ou que nous aurions aimé voir pousser plus loin. Mais quelle tranche de cinq années, dans l'histoire de France, comporte-t-elle uniquement des mesures que nous pourrions approuver ? Et surtout, au-delà de cette considération globale, ce qui compte, c'est de savoir si un président a laissé la marque de son action sur des événements où un président soi-disant normal, terme positif pour signifier ordinaire, se serait réfugié dans l'anonymat.

Avec Sarkozy, on ne manque pas d'exemples. Il a d'abord fait

jouer à la France le rôle de phare mondialement reconnu, qui fait partie de la nature et de la mission de notre pays. Rappelons-nous son intervention dans le conflit russo-géorgien, où il a su trouver en quelques heures un terrain d'entente avec Vladimir Poutine, cet autre homme d'Etat réaliste et de grand format vilipendé par les médias bêlants et intellectuellement limités. N'oublions pas son action, à la première heure et au premier rang, dans la tourmente financière de 2008, qui faisait dire avec effroi aux commentateurs les moins sarkozystes : «Et dire que nous aurions pu avoir Ségolène Royal!».

Nous devons à Nicolas Sarkozy deux acquis dans la vie politique française. Il est le premier, depuis des dizaines d'années, à n'avoir pas cédé à la pression intense de la rue sur un sujet important (la réforme des retraites) et il a donné droit de cité, tout simplement en les employant dans ses discours officiels, à des termes, donc à des notions, jusqu'alors bannis du vocabulaire convenable. A titre d'échantillons : racines chrétiennes, héritage, civilisation, sécurité, frontières, etc. Quel qu'en soit le degré d'application présentement, les idées, surtout en France, ont d'abord besoin d'être exprimées par des mots avant de se traduire en mesures concrètes.

On a enfin reproché à Nicolas Sarkozy de changer d'avis sur certains sujets et on a souvent at-

tribué cela à une certaine inconstance intellectuelle. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit plutôt d'une évolution assez cohérente tirant les leçons de l'expérience et dirigée dans ce qui nous paraît être le bon sens. Quelques exemples : après avoir, un peu superficiellement, mis en valeur les thèmes écologiques à la mode, freinant en fait l'activité agricole et industrielle, il en est arrivé à constater avec bon sens : «L'environnement, cela commence à bien faire!». Sur les sujets de société (droit de vote des étrangers, mariage des homosexuels, euthanasie,...), après



avoir été tenté par des évolutions réclamées à grands cris par les médias, il est revenu sans ambiguïté à des positions plus saines.

Dans tout ce qui précède, nous n'avons fait que formuler des constats qui devraient, par leur évidence, s'imposer à tous. Pourtant, Nicolas Sarkozy est probablement le président qui a fait l'objet des attaques les plus nombreuses, les plus constantes, venant des origines les plus diverses. De la gauche, c'est bien naturel,

mais pourquoi tant d'attaques, particulièrement virulentes, venant de la droite ? Quand on examine les arguments mis en avant, on est frappé par l'importance accordée à ceux qui se réfèrent aux premiers mois du quinquennat, en particulier à tel propos assez incongru prononcé en public et surtout à une certaine ouverture à gauche. C'étaient assurément deux erreurs politiques, mais la première n'était qu'une bavure formelle insignifiante et isolée, alors que la seconde n'était qu'un gadget inutile, vite estompé et sans conséquence politique réelle. La disproportion entre ces pseudo arguments, rabâchés à satiété, et les enjeux d'une élection présidentielle montre bien la futilité de ceux qui s'en servent et confirme l'adage populaire : qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

Pendant longtemps, il a même existé à droite un véritable snobisme antisarkosyste. Il était de bon ton de proclamer comme une évidence qu'on ne voterait jamais pour Sarkozy, sans avoir besoin de fournir de véritable argument rationnel. Cette attitude s'est atténuée à mesure que se rapprochait l'échéance, mais il a sans doute manqué quelques jours pour que l'évolution pût aller à son terme.

Pour notre part, nous persistons plus que jamais à affirmer que nous avons eu raison de distinguer l'essentiel du superficiel et de soutenir sans défaillance, comme nous l'avons fait, Nicolas Sarkozy.

France de droite vote à gauche

L'éditorial du dernier numéro de Vigilance et Action, entre le premier et le deuxième tour, s'intitulait : «La France profonde veut être gouvernée à droite». Malgré les apparences, les résultats du deuxième tour ne démentent pas cette affirmation.

C'est au premier tour que s'expriment directement les choix politiques des électeurs, comme l'indique la formule consacrée : au premier tour, on choisit. Rappelons quelques données chiffrées très

simples. Les six candidats de gauche, toutes nuances confondues, ont réuni sur leurs noms moins de 44 % des suffrages. La droite au sens le plus étroit a rassemblé au moins 4 % de plus que la gauche. Au sens un peu plus large, en comptant les électeurs de Bayrou (ce qui est légitime, car ces électeurs appartiennent foncièrement au centre-droit, quel que soit leur vote du deuxième tour), on arrive à douze points de plus que

pour la gauche au sens le plus large.

A ces considérations quantitatives s'ajoutent des considérations que l'on peut appeler qualitatives, c'est-à-dire concernant la teneur des thèmes développés. Il est inutile de revenir sur ceux de Nicolas Sarkozy, dont la « droitisation », au premier et plus encore au deuxième tour, a fait l'objet de tous les commentaires. A gauche même, Hollande a pris soin de distinguer son programme de celui du PS, de

coloration gauchiste, et, fidèle à sa stratégie de l'anguille, s'est appliqué à brouiller les cartes et à apparaître comme compatible avec n'importe quelle tendance de l'électorat. Mélenchon lui-même a dû son très relatif succès, bien moindre que celui qu'on lui prédisait, à sa faconde de bateleur de foire et au dégonflement quasi-total des autres candidats d'extrême gauche. Bien mieux, une de ses affiches comportait ce slogan au patriotisme flamboyant : «La France, la belle, la rebelle». Où est donc passée l'extrême gauche internationaliste ?

Descendons encore dans le détail. A un certain stade, Marine Le Pen a infléchi son discours pour venir chasser sur le terrain de Mélenchon (retraite à 60 ans avec quarante annuités seulement...) : les sondages l'ont aussitôt fait descendre. Elle est remontée dès qu'elle a repris ses thèmes traditionnels : l'immigration, l'identité française. Nicolas Sarkozy a rappelé une fois maladroitement l'ouverture à gauche qu'il avait pratiquée au début de son mandat : la sanction des sondages a été immédiate.

Il ne fait donc aucun doute que le centre de gravité politique des citoyens français se situe nettement à droite, avec une insistance particulière sur la crainte, et peut-être l'angoisse, de voir se détruire l'identité nationale du fait d'une immigration envahissante, contre laquelle on réclame la protection de frontières renforcées. Ce qui reste des thèmes de gauche, à coloration « populiste », ce sont les vociférations contre les riches, auxquels il suffirait de faire rendre gorge pour que la crise s'évanouisse, ce qui est une façon irrationnelle d'exorciser une autre crainte, la crainte économique.

Ces constatations discréditent totalement l'analyse de ceux qui prétendent que Nicolas Sarkozy a perdu parce qu'il a fait campagne à droite. C'est précisément le contraire qui est vrai. Lorsqu'on examine les conditions dans les-

quelles le second tour se présentait par rapport au premier, on est même frappé par le résultat obtenu par le président sortant. Au premier tour, celui-ci avait un point et demi de retard sur son concurrent. Entre les deux tours, tous les alliés naturels de Hollande se sont explicitement désistés en sa faveur. Qui plus est, il a bénéficié de la bienveillance affichée de Bayrou et de la bienveillance de fait de Marine Le Pen et de Dupont-Aignan. Quant à Nicolas Sarkozy, non seulement il n'a bénéficié d'aucun désistement, mais, comme au premier tour, il a pâti de l'hostilité, à des degrés divers, des neuf autres candidats, sans parler de celle des médias. Et dans ces conditions effarantes, il n'a perdu qu'un point et demi supplémentaire par rapport à son rival.



Comment donc a-t-il attiré 21,2 % d'électeurs supplémentaires du premier au deuxième tour malgré un tel mur d'hostilité ? C'est évidemment grâce à sa campagne, où il a développé, chacun a pu le constater, des thèmes de droite de façon encore plus flamboyante qu'avant le premier tour. Et même si l'on ne refait pas le passé, tout laisse penser qu'avec quelques jours de plus, il aurait pu l'emporter. Résultat d'autant plus surprenant si, en remontant encore le temps, on se souvient que, il y a quelques mois, on en était simplement à se demander s'il serait présent au second tour.

Les causes de la défaite de Nicolas Sarkozy n'ont donc rien de mystérieux. Les deux responsables de l'élection de Hollande portent un nom : Marine Le Pen et François Bayrou. Celui-ci est destiné à se perdre corps et biens dans le naufrage de sa petite am-

bition. Si les socialistes présentent un candidat contre lui le 10 juin, il semble qu'il ne pourra même pas toucher les trente deniers auxquels son geste devait sans doute, pensait-il, lui donner droit. Il ne s'est pas avisé que, pour se vendre avec profit, il faut avoir une valeur vénale sur le marché politique. Mais à quoi peut bien servir un battu congénital qui a comme seul exploit à son actif d'avoir englouti dans l'eau saumâtre le parti centriste dont il se croyait le capitaine ? On espère d'autre part que, à l'UMP, la leçon de cette lamentable aventure sera tirée par ceux qui avaient pour lui des trésors d'indulgence, voire de complaisance.

Quant à Marine Le Pen et au Front national, nous aurons plus loin l'occasion de nous pencher sur leur cas.

On ne peut pas examiner un scrutin aussi important que l'élection présidentielle sous tous les nombreux aspects qu'il comporte. Pourtant, l'un de ces aspects, passé totalement sous silence par à peu près tous les grands médias, mérite qu'on s'y arrête. Il s'agit du vote des musulmans, qui s'est porté à 93 % sur Hollande. Ce vote massif, presque unanime, de nature ethnico-religieuse, est le type même du vote communautariste. Il n'étonnera que ceux qui veulent bien s'aveugler. Il n'est qu'un révélateur parmi d'autres du communautarisme qui menace l'unité de la société française. Il jette un jour assez cru sur les raisons pour lesquelles la gauche veut donner le droit de vote aux étrangers non européens. Terra nova, le laboratoire d'idées du PS, a d'ailleurs révélé avec un parfait cynisme que cette mesure fournirait à la gauche un réservoir de voix qui aiderait grandement son maintien indéfini au pouvoir. Les drapeaux étrangers, principalement maghrébins, qui ont salué la victoire de Hollande à la Bastille donnent une idée de ce que serait la figure de cette France communautariste.

Communiqué de presse du 25 mai 2012 :

LE 18 JUIN, JOURNÉE NATIONALE COMMÉMORATIVE

Le recteur Christian Labrousse, président du Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L) et le bureau national du M.I.L confirment que, comme chaque année, les délégations départementales du M.I.L commémoreront l'appel lancé le 18 juin 1940 par le général de Gaulle.

Cette année sera aussi marquée par le 40^{ème} anniversaire l'érection de la Croix de Lorraine au Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises. La Croix de Lorraine fut inaugurée par Georges POMPIDOU.

À cette occasion le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L) va diffuser et coller 20.000 affiches. Ses délégations départementales s'associeront par ailleurs aux cérémonies officielles de commémoration de l'Appel du 18 juin 1940.



Communiqué de presse du 11 mai 2012

LA FRANCE SOUTIENT SA POLICE

Un jeune homme de 23 ans est mort jeudi 10 mai 2012 en fin d'après-midi à Créteil (Val-de-Mame) des suites d'une chute de moto. L'accident mortel aurait été causé par la conduite du deux-roues à vive-allure. L'intervention des secours et de la police pour apporter les secours à la victime a été ponctuée de jets de projectiles auxquels les forces de l'ordre ont dû répondre par des gaz lacrymogènes.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) s'indigne du climat qui règne dans nos banlieues. Des lors qu'un incident a lieu, les institutions deviennent systématiquement la cible de toutes les attaques. C'est un symptôme fort de la fracture qui s'opère en France au vu et au su de tous.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) s'inquiète que les agents de la force publique (policiers, gendarmes ou douaniers) soient dans l'obligation de mettre en danger leur vie pour assurer leur mission. C'est d'autant plus scandaleux dans le cas présent qu'il s'agit de secourir une personne en danger de mort.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) tient pour responsables la démagogie et les mensonges de la gauche qui ont constamment présenté le policier comme un ennemi de la République. Aujourd'hui, l'arrivée des socialistes au pouvoir laisse augurer des jours funestes pour les fonctionnaires de police qui risquent d'être la cible d'attaques dirigées contre leur probité et leur travail.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE. (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télecopie
Courriel @ Date et lieu de naissance
Profession
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 € 20 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
 Cotisation couple : 50 € Cotisation simple (sans journal) : 30 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 60 €
Date Signature

À renvoyer au M.I.L, BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.

Enfin le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) veillera à ce que la présomption de légitime défense voie le jour en France. A la suite de la mobilisation des policiers pour soutenir leur collègue mis en examen, la France doit plus, que jamais, soutenir sa police.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) relance dès maintenant sa campagne d'affichage et sa pétition sur le thème :

« † La France soutient sa police »

Communiqué de presse du 23 mai 2012 :

LÉGISLATIVES : MOBILISATION POUR LES CANDIDATS UMP CONTRE LA GAUCHE

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) a pris acte du résultat de l'élection présidentielle. Il a constaté que cette défaite, certes incontestable, est loin d'être la déroute annoncée par la plupart des commentateurs et des médias.

Constatant que le corps électoral, majoritairement à droite au premier tour, pourtant a élu un candidat de gauche, le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L) appelle ses militants, ses adhérents et ses amis à poursuivre l'effort de sensibilisation de la population au profit des candidats UMP dans toutes les circonscriptions du pays.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) appelle ses militants, ses adhérents et tous les électeurs de droite à se mobiliser massivement pour les élections législatives en soutenant les candidats de l'UMP de façon à donner d'abord un coup d'arrêt à la prise de pouvoir par la gauche, condition nécessaire pour entreprendre l'indispensable et salutaire reconquête et pour empêcher, entre autres méfaits, l'instauration du droit de vote aux étrangers et d'un Etat PS détenteur de tous les pouvoirs.

De même le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) demande à ses militants, à ses adhérents et à tous les électeurs de droite de tout faire pour faire battre la gauche et ses ministres dans leur circonscription.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance plusieurs campagnes militantes, diffusées par les militants et les sympathisants du M.I.L sur l'ensemble du territoire national, sur les thèmes :

« Législatives : battre la gauche », « † Stop la gauche »

et « † Stop la gauche et le droit de vote aux étrangers ».

Communiqué de presse du 24 mai 2012 :

LÉGISLATIVES : BATTRE LES MINISTRES DE GAUCHE

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) prend acte de la déclaration du premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault : «Législatives : tout ministre battu quittera le gouvernement». Aidons les nouveaux ministres à prendre des vacances forcées.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) appelle tous ses militants, ses adhérents et tous les électeurs de droite à se mobiliser massivement pour faire battre les ministres socialistes en votant pour les candidats de l'UMP de façon à donner d'abord un coup d'arrêt à la prise de pouvoir par la gauche, condition nécessaire pour entreprendre l'indispensable et salutaire reconquête et pour empêcher, entre autres méfaits, l'instauration du droit de vote aux étrangers et d'un Etat PS détenteur de tous les pouvoirs.



MIL : La droite civique, gaulliste et patriote